

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

COMPTES CONSOLIDÉS
30 JUIN 2024

COMPTES SOCIAUX
30 JUIN 2024

Tour Mamounia, Place Moulay
El Hassan, Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 66 52 52
Fax : 05 37 66 52 00
comfin@cdgcapital.ma
www.cdgcapital.ma

RAPPORT FINANCIER

ACTIVITE ET RESULTATS DU 1^{ER} SEMESTRE 2024

Le Conseil d'Administration de CDG Capital s'est réuni le 18 septembre 2024, sous la présidence de Monsieur Khalid Safir, pour examiner l'activité et arrêter les comptes au 30 juin 2024.

RÉALISATIONS DU 1^{ER} SEMESTRE 2024

Au terme du 1^{er} semestre de l'année en cours, CDG Capital affiche des réalisations financières et commerciales notables, soutenues par la bonne dynamique commerciale et un contexte marché favorable.

En consolidé, le produit net bancaire affiche une croissance de 58% à **MAD 177 millions**, portée par la performance des activités de marché et la bonne tenue des commissions de gestion d'actifs.

Les charges générales d'exploitation, dotations aux amortissements comprises, se maintiennent à MAD 121.6 millions (-0,5% par rapport au S1-2023) et le coût du risque atteint MAD 4.9 millions contre MAD -2 millions une année auparavant, reflétant la variation à la hausse des dotations nettes au titre des pertes de crédit attendues, en lien avec la nouvelle production de crédit.

Dans ces conditions, le **Résultat Net Part du Groupe** ressort à MAD 33.6 millions contre MAD -6 millions une année auparavant.

Les **actifs sous gestion** et les **actifs en conservation** se renforcent respectivement de 12,2% à MAD 216 milliards et de 11,9% à MAD 537 milliards à fin juin 2024.

En social, les comptes à fin juin 2024 font apparaître un **produit net bancaire** en croissance de 36,1% de MAD 147.7 millions, et un **résultat net** de **MAD 58.4 millions** contre MAD 14 millions une année auparavant.

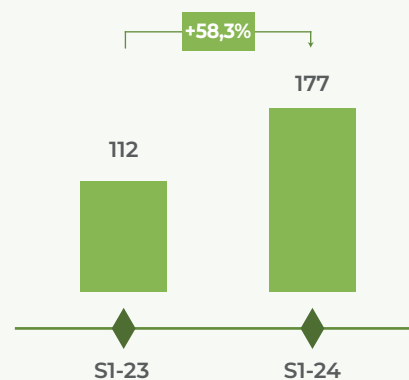
DES FONDAMENTAUX FINANCIERS SAINS QUI SE RENFORCENT

Les fonds propres prudentiels de CDG Capital se renforcent de 7% à **MAD 1.6 milliards** à la suite de l'augmentation de capital de MAD 100 réalisée au mois de juin 2024.

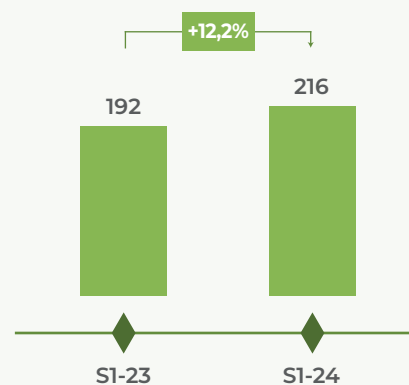
Le **ratio de solvabilité** et le ratio des **fonds propres Tier** atteignent, sur base sociale, respectivement **17,5%** et **11,6%**, nettement au-dessus de l'exigence réglementaire fixée respectivement à 12% et à 9%.

Pour sa part, le **ratio de liquidité à court terme** (LCR) s'établit à un niveau confortable de **134%** à fin juin 2024.

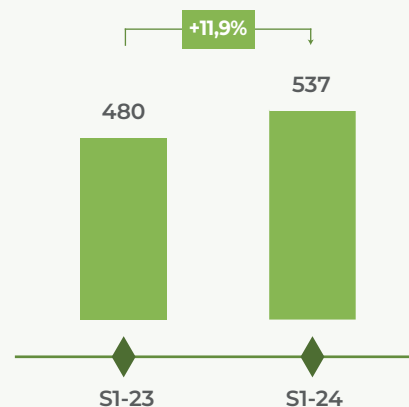
PNB CONSOLIDÉ ⁽¹⁾



ACTIFS SOUS GESTION ⁽²⁾



ACTIFS EN CONSERVATION ⁽²⁾



⁽¹⁾ Montants en millions de dirhams

⁽²⁾ Encours de fin de période en milliards de dirhams

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1 : REFERENTIELS APPLICABLES

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2024 est optionnelle.

BASES DE PRÉSENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

NOTE 2 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin juin 2024, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	30/06/2024		31/12/2023		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Bourse	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1^{er} janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui

implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.

- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Dépréciation des instruments financiers

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêté, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit est appréciée sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues « ECL : Expected Credit Loss » sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG Capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 70%.

Pour l'élaboration desdits scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

3.2 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service. Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

- Immeubles et constructions :

	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	CATEGORIE D
COMPOSANTS	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré cablage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands travaux de construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
		Aménagement extérieur		
	DUREE D'UTILITE	70 ans	30 ans	15 ans

- Autres immobilisations corporelles :

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

3.3 CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

3.5 IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

3.6 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

NOTE 5 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

5.1. ACTIF

ACTIF	Notes	30/06/2024	31/12/2023
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	2 497 795	720 754
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	9 788 657	7 984 842
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		8 313 005	7 007 796
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		1 475 652	977 046
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3	2 613 221	3 150 132
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		2 575 947	3 112 858
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		37 274	37 274
Titres au coût amorti	5.1.4	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	947 254	760 782
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	1 779 766	2 103 009
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements des activités d'assurance		-	-
Actifs d'impôt exigible		13 312	3 139
Actifs d'impôt différé		8 173	16 589
Comptes de régularisation et autres actifs	5.1.7	757 100	693 698
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	5.1.8	61 584	65 796
Immobilisations incorporelles	5.1.9	94 845	98 889
Ecarts d'acquisition	5.1.10	98 235	98 235
TOTAL ACTIF		18 659 942	15 695 864

5.1.1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux

	30/06/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	523	-	468	-
Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 497 272	-	720 286	-
Total	2 497 795	-	720 754	-

5.1.2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la juste valeur par résultat	30/06/2024				31/12/2023			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	8 313 005	-	8 313 005	-	7 007 796	-	7 007 796
Bons du Trésor	-	7 766 270	-	7 766 270	-	6 398 584	-	6 398 584
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	319 949	-	319 949	-	336 191	-	336 191
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	-	226 786	-	226 786	-	273 021	-	273 021
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat	1 342 505	131 085	2 063	1 475 652	843 869	131 114	2 063	977 046
Total	1 342 505	8 444 089	2 063	9 788 657	843 869	7 138 911	2 063	7 984 842

5.1.3. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*	30/06/2024				31/12/2023			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments de dette comptabilisés à la JVOCI recyclables	-	2 575 947	-	2 575 947	-	3 112 858	-	3 112 858
Bons du Trésor	-	1 647 148	-	1 647 148	-	1 992 730	-	1 992 730
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	928 799	-	928 799	-	1 120 128	-	1 120 128
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la JVOCI non recyclables	-	-	37 274	37 274	-	-	37 274	37 274
Total	-	2 575 947	37 274	2 613 221	-	3 112 858	37 274	3 150 132

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

Encours et dépréciations par Bucket des instruments de dette à la JVOCI* sous IFRS 9	30/06/2024				31/12/2023			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	2 589 341	-	-	2 589 341	3 129 447	-	-	3 129 447
Dépréciations	13 394	-	-	13 394	16 589	-	-	16 589
Net	2 575 947	-	-	2 575 947	3 112 858	-	-	3 112 858

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

5.1.4. Titres au coût amorti

	30/06/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	33 768	34 428
Total	33 768	34 428
Dépréciations	33 768	34 428
Net	-	-

Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9	30/06/2024				31/12/2023			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	-	-	33 768	33 768	-	-	34 428	34 428
Dépréciations	-	-	33 768	33 768	-	-	34 428	34 428
Net	-	-	-	-	-	-	-	-

5.1.5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti

	30/06/2024	31/12/2023
A vue	204 614	233 640
Comptes ordinaires	204 614	233 640
Prêts et comptes au jour le jour	-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
A terme	754 798	533 018
Prêts et comptes à terme	751 667	525 000
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Créances rattachées	3 131	8 018
Encours bruts	959 412	766 658
Dépréciations	12 158	5 876
Encours nets	947 254	760 782

Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9	30/06/2024				31/12/2023			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	959 412	-	-	959 412	766 658	-	-	766 658
Dépréciations	12 158	-	-	12 158	5 876	-	-	5 876
Net	947 254	-	-	947 254	760 782	-	-	760 782

5.1.6. Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

	Secteur public		Secteur privé		Total	
	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	30/06/2024	31/12/2023	
Crédits de trésorerie	260 407	13 330	164 348	628	438 713	729 992
Comptes à vue débiteurs	407	10 330	49 955	628	61 320	351 305
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
Autres crédits de trésorerie	260 000	3 000	114 393	-	377 393	378 687
Crédits à la consommation	-	-	-	2 194	2 194	1 652
Crédits à l'équipement	632 000	-	699 323	-	1 331 323	1 357 292
Crédits immobiliers	-	-	-	195	195	244
Intérêts courus à recevoir	10 726	10	2 432	-	13 168	11 880
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances acquises par affacturage	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	844	6 732	7 576	17 095
Encours bruts	903 133	13 340	866 947	9 750	1 793 170	2 118 154
Dépréciations	8	3	6 674	6 719	13 403	15 145
Encours nets	903 125	13 337	860 273	3 031	1 779 766	2 103 009

Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9	30/06/2024				31/12/2023			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	1 765 725	-	27 445	1 793 170	2 107 844	-	10 310	2 118 154
Dépréciations	6 684	-	6 719	13 403	8 426	-	6 719	15 145
Net	1 759 040	-	20 726	1 779 766	2 099 418	-	3 591	2 103 009

5.1.7. Comptes de régularisation et autres actifs

	30/06/2024	31/12/2023
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	2 280	2 551
Créances fiscales	267 665	256 182
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	63 151	63 958
Débiteurs divers	424 004	370 573
Comptes de liaison	-	434
Total	757 100	693 698

5.1.8. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Valeurs brutes au 31/12/2023	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeurs brutes au 30/06/2024
Terrains et constructions	40 315	447	-	40 762
Matériel, outillage et transport	4 160	-	288	3 872
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	61 719	1 213	-	62 933
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	239	-	-	239
Droits d'utilisation	85 251	-	-	85 251
Total	191 684	1 660	288	193 056

Amortissements	Cumul amortissements au 31/12/2023	Dotations	Reprises	Cumul amortissements au 30/06/2024
Terrains et constructions	29 679	820	-	30 499
Matériel, outillage et transport	3 334	192	288	3 238
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	54 463	1 597	-	56 060
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	-	-	-	-
Droits d'utilisation	38 413	3 263	-	41 676
Total	125 888	5 872	288	131 473

Valeurs nettes	Valeurs nettes au 31/12/2023	Valeurs nettes au 30/06/2024
Terrains et constructions	10 636	10 263
Matériel, outillage et transport	826	634
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	7 256	6 873
Autres immobilisations corporelles	-	-
En-cours	239	239
Droits d'utilisation	46 838	43 575
Total valeurs nettes	65 796	61 583

Droits d'utilisation	31/12/2023	30/06/2024
Immobilier		
Valeurs brutes	85 251	85 251
Amortissements et dépréciations	38 413	41 676
Valeurs nettes	46 838	43 575
Mobilier		
Valeurs brutes	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-
Valeurs nettes	-	-
Total valeurs nettes	46 838	43 575

5.1.9. Immobilisations incorporelles

	Valeurs brutes au 31/12/2023	Acquisitions	Cessions ou retraits	Dotation de l'exercice	Valeurs brutes au 30/06/2024
Valeurs brutes	243 171	5 545	-	65	248 651
Amortissements	144 282	-	-	108	153 806
Valeurs nettes	98 888	5 545	-	9 632	94 845

5.1.10. Ecarts d'acquisition

	31/12/2023	Augmentations (acquisition)	Diminutions (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	30/06/2024
Valeur brute	98 235	-	-	-	-	98 235
CDG Capital Gestion	93 424	-	-	-	-	93 424
CDG Capital Bourse	4 802	-	-	-	-	4 802
CDG Capital Real Estate	9	-	-	-	-	9
Cumul des pertes de valeur	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Gestion	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Bourse	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Real Estate	-	-	-	-	-	-
Valeurs nettes	98 235	-	-	-	-	98 235

5.2. PASSIF

PASSIF	Notes	30/06/2024	31/12/2023
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	97 334	106 429
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		97 334	106 429
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	7 087 244	5 970 621
Dettes envers la clientèle	5.2.3	4 588 505	3 741 793
Titres de créance émis	5.2.4	3 159 170	2 149 721
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt exigible		16 114	11 647
Passifs d'impôt différé		-	-
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	1 797 930	1 906 501
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		-	-
Provisions	5.2.6	5 320	1 085
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	5.2.4	607 568	612 804
Capitaux propres		1 300 757	1 195 262
Capital et réserves liées		1 030 000	930 000
Réserves consolidées		245 872	231 907
Part du groupe		245 872	231 907
Part des minoritaires		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		[8 752]	[17 391]
Part du groupe		[8 752]	[17 391]
Part des minoritaires		-	-
Résultat net de l'exercice		33 637	50 746
Part du groupe		33 637	50 746
Part des minoritaires		-	-
TOTAL PASSIF		18 659 942	15 695 864

5.2.1. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Passifs financiers à la juste valeur par résultat	30/06/2024				31/12/2023			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction	-	97 334	-	97 334	-	106 429	-	106 429
Instruments en valeur de marché sur option	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	97 334	-	97 334	-	106 429	-	106 429

5.2.2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total	
	Bank Al - Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc		30/06/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	-	12 446	66 703	-	79 149	56 799
Valeurs données en pension	4 903 869	-	-	-	4 903 869	5 135 053
- au jour le jour	-	-	-	-	-	1 320 236
- à terme	4 903 869	-	-	4 903 869	3 814 817	
Emprunts de trésorerie	-	163 858	1 890 000	-	2 053 858	725 178
- au jour le jour	-	-	1 890 000	1 890 000	700 000	
- à terme	-	163 858	-	163 858	25 178	
Emprunts financiers	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	1 480	61	629	-	2 169	2 353
Autres dettes	-	-	-	-	-	-
Dettes locatives	-	48 199	-	-	48 199	51 239
Total	4 905 349	224 564	1 957 331	-	7 087 244	5 970 621
Variation des dettes locatives		31/12/2023	Augmentations	Diminutions	30/06/2024	
Dettes locatives		85 251	-	-	85 251	
Amortissements		34 012	3 039	-	37 051	
Valeurs nettes		51 239	(3 039)	-	48 199	

5.2.3. Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Secteur privé			Total	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	30/06/2024	31/12/2023
Comptes à vue créditeurs	14 206	3 454 121	205 479	30 864	3 704 670	1 624 244
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	740 395	2 000	-	742 395	951 830
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	1 032 617
Autres comptes créditeurs	77 001	48 586	5 650	260	131 497	120 360
Intérêts courus à payer	-	9 918	25	-	9 943	12 742
Total	91 207	4 253 020	213 154	31 124	4 588 505	3 741 793

5.2.4. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	30/06/2024
Bons de caisse	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	2 149 721	1 307 217	297 768	3 159 170
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Titres subordonnés	612 804	2 678	7 914	607 568
à durée déterminée	512 775	-	7 914	504 861
à durée indéterminée	100 029	2 678	-	102 707
Total	2 762 525	1 309 895	305 682	3 766 738

5.2.5. Comptes de régularisation et autres passifs

	30/06/2024	31/12/2023
Opération diverses sur titres	1 415 965	1 549 552
Sommes dues à l'Etat	44 243	101 539
Clients avances et acomptes	3 529	3 529
Charges à payer	33 715	32 306
Dividendes à payer	32 550	-
Autres passifs	267 928	219 575
Total	1 797 930	1 906 501

5.2.6. Provisions

Provisions	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	30/06/2024
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	1 085	4 235	-	5 320
Total	1 085	4 235	-	5 320

Ventilation des provisions

	31/12/2023	30/06/2024
Court terme	1 085	5 320
Long terme	-	-
Total	1 085	5 320

NOTE 6 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	Notes	30/06/2024	30/06/2023
+ Intérêts, rémunération et produits assimilés	6.1	113 454	101 396
- Intérêts, rémunération et charges assimilées	6.1	(175 971)	(137 321)
MARGE D'INTERET		(62 517)	(35 925)
+ Commissions (produits)	6.2	75 864	65 766
- Commissions (charges)	6.2	(4 213)	(2 038)
MARGE SUR COMMISSIONS		71 651	63 728
+/- Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	116 623	42 730
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		119 466	13 071
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		(2 843)	29 660
+/- Gains ou pertes nets des instruments financier à la juste valeur par capitaux propres	6.4	(777)	3 390
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		(777)	3 390
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la JVR		-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la JVOCI en actifs financiers à la JVR		-	-
+/- Produits nets des activités d'assurance		-	-
+ Produits des autres activités	6.5	58 734	49 073
- Charges des autres activités	6.5	(7 144)	(11 431)
PRODUIT NET BANCAIRE		176 570	111 566
- Charges générales d'exploitation	6.6	(106 098)	(105 741)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(15 504)	(16 530)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		54 968	(10 705)
Coût du risque	6.7	(4 918)	2 021
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		50 049	(8 683)
+/- Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		58	176
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		50 108	(8 508)
- Impôt sur les résultats	6.8	(16 471)	2 439
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
RÉSULTAT NET		33 637	(6 068)
Intérêts minoritaires (ou Participations ne donnant pas le contrôle)		-	-
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE		33 637	(6 068)
Résultat de base par action (en dirhams)	6.9	3,62	(0,65)
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.9	3,62	(0,65)

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Notes	30/06/2024	30/06/2023
RÉSULTAT NET		33 637	(6 068)
Éléments recyclables en résultat net :		8 639	9 947
Écarts de conversion		-	-
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables		8 639	9 947
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables		-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables		-	-
Impôts liés		-	-
Éléments recyclables non en résultat net :		-	-
Réévaluation des immobilisations		-	-
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies		-	-
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat		-	-
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres		-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables		-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables		-	-
Impôts liés		-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		8 639	9 947
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		42 276	3 879
Dont Part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)		42 276	3 879
Dont Part des minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)		-	-

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Notes	30/06/2024	30/06/2023
RÉSULTAT NET		33 637	(6 068)
Éléments recyclables en résultat net :		8 639	9 947
Écarts de conversion		-	-
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables		8 639	9 947
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables		-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables		-	-
Impôts liés		-	-
Éléments recyclables non en résultat net :		-	-
Réévaluation des immobilisations		-	-
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies		-	-
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat		-	-
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres		-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables		-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables		-	-
Impôts liés		-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		8 639	9 947
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		42 276	3 879
Dont Part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)		42 276	3 879
Dont Part des minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)		-	-

6.1. Marge d'intérêt

	30/06/2024	30/06/2023
Sur opérations avec les établissements de crédits	16 359	9 743
Sur opérations avec la clientèle	42 538	46 060
Intérêts courus et échus sur titres	53 637	45 120
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	919	473
Produits d'intérêt	113 454	101 396
Sur opérations avec les établissements de crédits	42 900	36 850
Sur opérations avec la clientèle	74 050	40 552
Sur dettes représentées par titres	47 062	47 648
Sur dettes subordonnées	11 013	11 209
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	947	1 063
Charges d'intérêt	175 971	137 321

6.2. Commissions

	30/06/2024		30/06/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Gestion et conservation d'actifs	65 083	3 529	61 554	57 710
Prestations et services pour conseils financiers	9 849	-	9 849	6 901
Autres	932	684	247	781
Produits et charges nets des commissions	75 864	4 213	71 651	65 766
			2 038	63 728

6.3. Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2024	30/06/2023
Dividendes reçus	138	145
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	169 085	(31 852)
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	5 887	1 284
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	

6.7. Coût du risque

	30/06/2024	30/06/2023
Dotations aux provisions	8 776	957
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	4 539	502
Provisions pour dépréciation des titres	-	455
Provisions pour risques	4 237	-
Reprises sur provisions	3 858	2 978
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-	-
Provisions pour dépréciation des titres	3 856	991
Provisions pour risques	2	1 987
Variation des provisions	4 918	(2 021)
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	-	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	-	-
Autres pertes	-	-
Coût du risque	4 918	(2 021)

6.8. Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	30/06/2024	30/06/2023
Charge d'impôts courants	14 348	8 533
Charge d'impôts différés	2 122	(10 972)
Charge d'impôts de la période	16 471	(2 439)

6.9. Résultat de base et résultat dilué par action

	30/06/2024	30/06/2023
Résultat Net Part du Groupe	33 637	(6 068)
Nombre d'actions ordinaires émises	10 300 000	9 300 000
Résultat par action en dirhams	3,27	(0,65)

NOTE 7 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	30/06/2024	31/12/2023
Engagements de financements et de garantie donnés	3 271 500	2 972 115
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	500 162	500 000
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	500 162	500 000
Engagements de financement en faveur de la clientèle	614 835	130 701
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	103 247	116 417
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	511 588	14 284
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 156 503	2 341 414
- Garanties de crédits données	-	-
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	2 156 503	2 341 414
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financements et de garantie reçus	1 341 438	1 341 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	609 438	609 438
- Garanties de crédits	609 438	609 438
- Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	232 000	232 000
- Garanties de crédits	232 000	232 000
- Autres garanties reçues	-	-

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2022	930 000	-	-	236 803	(2 143)	(20 700)	1 143 960	-	1 143 960
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(4 896)	-	1 560	(3 336)	-	(3 336)
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2023	930 000	-	-	231 907	(2 143)	(19 140)	1 140 624	-	1 140 624
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paievements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice au 31 décembre 2023	-	-	-	50 746	-	-	50 746	-	50 746
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	3 892	-	3 892	-	3 892
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)	-	-	-	-	3 892	-	3 892	-	3 892
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2023	930 000	-	-	282 653	1 749	(19 140)	1 195 262	-	1 195 262
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(4 231)	-	-	(4 231)	-	(4 231)
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2024	930 000	-	-	278 422	1 749	(19 140)	1 191 031	-	1 191 031
Opérations sur capital	100 000	-	-	-	-	-	100 000	-	100 000
Paievements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(32 550)	-	-	(32 550)	-	(32 550)
Résultat de l'exercice au 30 Juin 2024	-	-	-	33 637	-	-	33 637	-	33 637
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	8 639	-	8 639	-	8 639
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)	-	-	-	-	8 639	-	8 639	-	8 639
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres de clôture 30 Juin 2024	1 030 000	-	-	279 509	10 388	(19 140)	1 300 757	-	1 300 757

NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/2024	31/12/2023
1 Résultat avant impôts (A)	50 108	77 865
2 +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	15 504	31 987
3 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
4 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	(3 856)	(7 347)
5 +/- Dotations nettes aux provisions	8 775	(3 013)
6 +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
7 +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-	-
8 +/- Produits/charges des activités de financement	-	-
9 +/- Autres mouvements	-	-
10 = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	20 423	21 626
11 +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	926 909	599 951
12 +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	1 171 696	19 434
13 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(266 551)	(1 462 194)
14 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(271 285)	977 871
15 - Impôts versés	(25 807)	(26 473)
16 = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	1 534 962	108 589
17 FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	1 605 492	208 080
18 +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-
19 +/- Flux liés aux immeubles de placements	-	-
20 +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(7 140)	(38 117)
21 FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	(7 140)	(38 117)
22 +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	132 550	-
23 +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(5 237)	-
24 FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	127 313	-
25 Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-
26 AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	1 725 665	169 963
COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE	30/06/2024	31/12/2023
27 TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A L'OUVERTURE	897 595	727 632
28 Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	720 754	649 249
29 Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	176 841	78 382
30 TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A LA CLOTURE	2 623 260	897 595
31 Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	2 497 795	720 754
32 Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	125 465	176 841
33 VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	1 725 665	169 963

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

- Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CDG Capital et filiales ;
- Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

NOTE 10 : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

10.1. Preuve d'impôts

	30/06/2024	30/06/2023
Résultat net de l'ensemble consolidé	33 637	(6 068)
Impôts exigibles (IS)	14 348	8 533
Impôts différés	2 122	(10 972)
Total charge fiscale consolidée IFRS	16 471	(2 439)
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	50 108	(8 508)
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	33%	29%
Montant de différences de taux mère/filiale	3 557	1 352
Impôt sur différences temporelles	-	-
Effet des autres éléments	-	-
Charge fiscale recalculée	20 028	(1 087)
Taux d'impôt légal au Maroc	38,50%	37,75%

10.2. Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/2023	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	30/06/2024
Impôts différés actifs	16 589	2 122	(10 538)	8 173
Impôts différés passifs	-	-	-	-
Impôts différés actifs / passifs	16 589	2 122	(10 538)	8 173

NOTE 11 : INFORMATION SECTORIELLE

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d'investissement.

NOTE 12 : PASSIFS ÉVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2020 à 2023 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

NOTE 13 : GESTION DES RISQUES

1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

1.1 CADRE GENERAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

1.2 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (banque, entreprise, office, institution, fonds ou une personne physique) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements

CDG Capital a mis en place un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de Crédit/Engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité d'Engagement (CE) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de Crédit/Engagement/Exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le Comité Grands Risques & Stratégie (CGRS) est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :
 - Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fonds de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Contrepartie & Suivi des Engagements et de la décision du CE ou du CGRS. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne.
 - Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie.
 - Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
 - Un système de délégation de pouvoir par Direction métier.
 - Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
 - Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.
- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.
- Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises (en cours de refonte).
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour).
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel (en cours de refonte).

L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un évènement d'alerte.

Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie) auxquels CDG Capital se trouve exposée, la Direction des Risques Financiers a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

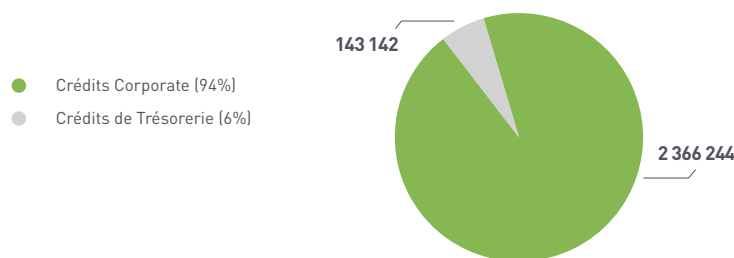
En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin juin 2024 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits court terme



Répartition des engagements «activité de crédit» au 30/06/2024

1.3 RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filiales de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

1.5 RISQUES DE MARCHE

1.5.1 Facteurs de risque

Les risques de marché représentent les risques de pertes liées à la variation des paramètres de marché, notamment :

- **Les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- **Les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- **Les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions ;
- **Les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

1.5.2 Modèle interne du risque de marché

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de Value at Risk (VaR) est homologué par Bank Al-Maghrib pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

1.5.3 Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres (FP)

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux ;
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant le premier semestre 2024, le LCR à fin juin s'est établi à **134%**.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

1.7 RISQUES OPERATIONNELS

CDG Capital a mis en place des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG Capital dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Contenu de la situation sanitaire mondiale, CDG Capital a mis en place un plan de continuité dédié à la pandémie du « Covid-19 », elle permet d'évaluer l'impact du risque sanitaire sur la continuité d'activité de la banque et met en place des moyens et des procédures, pour traiter éventuellement l'ensemble des risques opérationnels générés par cette crise.

Le démarche ORSA « Opérationnel Risk Self Assesment » mise en place depuis 2019, participe activement au renforcement du dispositif de gestion des risques opérationnel, plusieurs activités de la banque ont connu une refonte globale de leurs dispositifs de gestion des risques opérationnels.

Sécurité de l'information

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continuellement le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
 - Sécurité réseau ;
 - Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

Depuis 2018, CDG Capital a entamé un premier exercice selon la nouvelle approche de gestion du risque opérationnel, basée sur une démarche décentralisée de gestion du risque à travers des relais risques au niveau des lignes métiers de la banque.

Un suivi des risques, basé sur des niveaux d'appétence, validé par les organes de gouvernance de la banque.

Dans le cadre de la définition de son appétit au risque et conformément à la réglementation en vigueur, la démarche ORSA (Opérationnel Risk Self Assesment) de CDG Capital a permis de fixer son niveau de tolérance au risque opérationnel visant à limiter les pertes et à s'assurer que les actions de réduction des risques font l'objet d'un suivi régulier. Cette politique décrit la gouvernance mise en place, le dispositif d'encadrement quantitatif et qualitatif ainsi que le suivi effectué.

Durant l'année 2022, CDG Capital a mis en place un système d'information pour la gestion des risques opérationnels (HOPEX IRM) de l'éditeur MEGA. Ce système permet :

- Création d'un référentiel risque opérationnel automatiser ;
- Gestion intégrée du processus de cartographies des risques ;
- La gestion des incidents opérationnels ;
- Le backtesting des risques opérationnels identifiées ;
- Le suivi des plans d'actions relatifs au dispositif de maîtrise des risques ;
- L'édition des tableaux de bords et des reportings risques opérationnels.

Durant l'année 2023, la fonction « Risques Opérationnels » a été rattachée à une nouvelle direction, la « DROC : Direction des Risques Opérationnels et Contrôles ». L'objectif est d'avoir une vision globale des risques opérationnels, potentiels ou avérés (incidents), ainsi que des dispositifs de maîtrise mis en place, incluant les répertoires de contrôles de premier et deuxième niveaux.

Le premier semestre 2024 a été marqué par la réalisation des ateliers de mise à jour et de validation de deux cartographies de risques opérationnels au sein de CDG Capital et ce conformément à la démarche ORSA.

La surveillance des pertes internes :

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de CDG Capital, depuis 2012. Ce processus a permis aux opérationnels :

- de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc...) ;
- de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- d'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

1.8 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG Capital, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2017, en incluant les scénarios majeurs précédemment cité, l'année 2019 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilisation des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA des filiales CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse.

L'exercice 2022 a été marqué principalement par le maintien du dispositif de continuité sanitaire et le déploiement des règles sanitaire pour faire face à l'évolution de la pandémie et aux engagements opérationnels de CDG Capital.

La continuité d'activité et la santé de nos collaborateurs comme objectif pour dépasser cette crise sanitaire.

En 2023, CDG Capital a participé au premier exercice de simulation de crise de la place financière au Maroc. L'objectif était de contribuer au renforcement de la résilience opérationnelle de la Place, à travers une coordination efficace du plan de continuité d'activité de Bank Al-Maghrib avec celui des acteurs du secteur financier, notamment les banques et les infrastructures du marché financier.

Pour l'exercice 2024, et dans le cadre de la phase de mise en condition opérationnelle de son PCA, CDG Capital a organisé un test PCA portant sur certaines activités critiques de la banque.

Par ailleurs, CDG Capital a pris part à la deuxième phase du projet « Résilience Groupe CDG ». Ce projet offre l'opportunité d'améliorer notre dispositif actuel et de mieux coordonner nos efforts avec les différentes filiales. À cet égard, des ateliers ont été organisés avec CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse.

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES (FP)

2.1 DISPOSITIF DE GESTION DU CAPITAL

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
- La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
- Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;

- Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :

- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
- L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...);
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

2.2 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin juin 2024, les fonds propres prudentiels de CDG Capital sur base individuelle sont composés de **66,19%** des fonds propres de catégorie 1, ce pourcentage passe à **70,13%** sur base consolidée.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base individuelle sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par Bank Al-Maghrib.

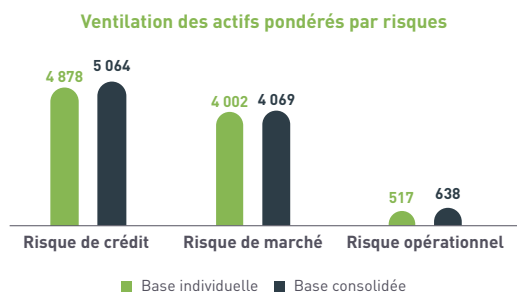
A fin juin 2024, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à **1 643 Mdhs**, contre **1 674 Mdhs** sur base consolidée.

2.3 ACTIFS PONDERÉS ET EXIGENCES EN FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT, RISQUES DE MARCHÉ ET RISQUE OPÉRATIONNEL

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

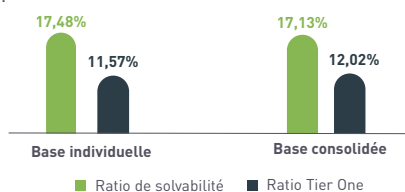
Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin juin 2024 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



2.4 RATIO DES FONDS PROPRES DE BASE ET SOLVABILITÉ

A fin juin 2024, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG Capital et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La **première ligne** de maîtrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au

bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ; La **deuxième ligne** de maîtrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La **troisième ligne** de maîtrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3^{ème} étage
La Marina - Casablanca

COOPERS AUDIT

83, Avenue Hassan II
Casablanca

GROUPE CDG CAPITAL

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2024

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de CDG CAPITAL et de ses filiales (GROUPE CDG CAPITAL) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 1 300 757 KMAD, dont un bénéfice net consolidé de 33 637 KMAD.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe CDG Capital établis au 30 juin 2024, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 26 septembre 2024

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

Coopers Audit Maroc S.A

COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 99 - Fax: 0522 27 47 34

Abdellah Laghchaoui
Associé

Lien vers publications financières :

<https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere>

BILAN

ACTIF	30/06/2024	31/12/2023
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 497 791	720 748
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	877 285	692 688
A vue	122 487	159 670
A terme	754 798	533 018
Créances sur la clientèle	1 786 274	2 111 231
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	443 777	731 845
Crédits et financements participatifs à l'équipement	1 341 621	1 372 561
Crédits et financements participatifs immobiliers	195	244
Autres crédits et financements participatifs	680	6 581
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	12 005 105	10 756 143
Bons du Trésor et valeurs assimilées	9 450 324	8 432 396
Autres titres de créance	1 332 797	1 545 638
Titres de propriété	1 221 984	778 110
Certificats de Sukuk		
Autres actifs	813 092	777 273
Titres d'investissement		
Bons du Trésor et valeurs assimilées		
Autres titres de créance		
Certificats de Sukuk		
Titres de participation et emplois assimilés	249 188	249 139
Participation dans les entreprises liées	198 030	198 030
Autres titres de participation et emplois assimilés	51 158	51 108
Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées		
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations données en Ijara		
Immobilisations incorporelles	93 350	97 092
Immobilisations corporelles	8 238	8 636
TOTAL ACTIF	18 330 324	15 412 949

BILAN

PASSIF	30/06/2024	31/12/2023
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	7 039 321	5 919 562
A vue	1 969 873	2 077 762
A terme	5 069 448	3 841 800
Dépôts de la clientèle	4 607 710	3 757 757
Comptes à vue créditeurs	3 723 876	2 673 099
Comptes d'épargne		
Dépôts à terme	752 337	964 297
Autres comptes créditeurs	131 497	120 361
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis	3 159 170	2 149 721
Titres de créance négociables émis	3 159 170	2 149 721
Emprunts obligataires émis		
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	1 571 054	1 737 349
Provisions pour risques et charges	56 200	72 385
Provisions réglementées		
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	607 568	612 804
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	172 518	170 882
Capital	1 030 000	930 000
Actionnaires Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	28 303	29 770
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	58 481	32 718
TOTAL PASSIF	18 330 324	15 412 949

HORS BILAN

	30/06/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DONNES	6 772 879	10 598 263
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés	500 162	500 000
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	615 492	132 048
Engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 158 846	2 343 067
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	3 498 379	7 623 148
ENGAGEMENTS RECUS	3 547 729	7 062 343
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	609 438	609 438
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	232 000	232 000
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	2 206 291	5 720 905
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		

ETAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

[EN milliers de DHS]	30/06/2024	30/06/2023
+ Intérêts et produits assimilés	107 481	99 136
- Intérêts et charges assimilés	170 252	134 050
MARGE D'INTERET	(62 771)	(34 914)
(+) Produits sur financements participatifs		
(-) Charges sur financements participatifs		
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS		
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara		
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara		
Résultat des opérations d'Ijara		
+ Commissions perçues	75 864	65 066
- Commissions servies	5 283	9 777
MARGE SUR COMMISSIONS	70 581	61 408
(+/-) Résultat des opérations sur titres de transaction	119 466	13 071
(+/-) Résultat des opérations sur titres de placement	25 400	3 482
(+/-) Résultat des opérations de change	20 143	(44 541)
(+/-) Résultat des opérations sur produits dérivés	(57 553)	71 697
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	107 456	43 708
(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
+ Divers autres produits bancaires	34 810	41 147
- Diverses autres charges bancaires	2 355	2 816
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPOTS D'INVESTISSEMENT		
PRODUIT NET BANCAIRE	147 721	108 534
(+/-) Résultat des opérations sur immobilisations financières	49	51
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	2 251	675
- Autres charges d'exploitation non bancaire	51	472
- Charges générales d'exploitation	102 551	99 300
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	47 419	9 488
- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	(661)	(991)
- Autres dotations nettes de reprises aux provisions	(16 185)	(5 677)
RESULTAT COURANT	64 265	16 156
RESULTAT NON COURANT	(482)	
- Impôts sur les résultats	5 302	2 060
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	58 481	14 097

ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	30/06/2024	30/06/2023
(+/-) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	58 481	14 097
20 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	11 017	11 952
21 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	367	269
22 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	7 985	
23 (+) Dotations aux provisions réglementées		
24 (+) Dotations non courantes		
25 (-) Reprises de provisions	(24 586)	(6 603)
26 (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		(84)
27 (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
28 (-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29 (+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+/-) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	53 263	19 631
31 (-) Bénéfices distribués	32 550	
(+/-) AUTOFINANCEMENT	20 713	19 631

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	30/06/2024	30/06/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	652 632	506 613
Intérêts, rémunération et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	16 359	9 743
Intérêts, rémunération et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	42 538	46 759
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	48 584	42 634
Produits sur titres de propriété et de certificats Sukuk	34 808	41 145
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Produits sur immobilisations données en Ijara		
Commissions sur prestations de service	75 864	65 066
Autres produits bancaires	434 478	301 266
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	504 911	398 079
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	43 181	37 129
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	74 050	40 552
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	53 021	56 370
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Charges sur immobilisations données en Ijara		
Autres charges bancaires	334 659	264 029
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus		
PRODUIT NET BANCAIRE	147 721	108 534
Produits d'exploitation non bancaire	2 251	675
Charges d'exploitation non bancaire	51	472
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	102 551	99 300
Charges de personnel	45 746	48 248
Impôts et taxes	1 425	1 416
Charges externes	37 883	31 223
Autres charges générales d'exploitation	6 481	6 461
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	11 017	11 952
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	8 352	874
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Pertes sur créances irrécouvrables		
Autres dotations aux provisions	8 352	874
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	25 247	7 594
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	661	991
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	24 586	6 603
RESULTAT COURANT	64 265	16 156
Produits non courants		
Charges non courantes	482	
RESULTAT AVANT IMPOTS	63 783	16 156
Impôts sur les résultats	5 302	2 060
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	58 481	14 097

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	30/06/2024	31/12/2023
1 (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	617 824	928 210
2 (+) Récupérations sur créances amorties		
3 (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	2 251	1 484
4 (-) Charges d'exploitation bancaire versées	493 898	677 373
5 (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	533	2 048
6 (-) Charges générales d'exploitation versées	91 535	195 713
7 (-) Impôts sur les résultats versés	5 302	6 621
I Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	28 807	47 939
Variation des :		
8 (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(184 597)	29 170
9 (+) Créances sur la clientèle	324 957	(318 422)
10 (+) Titres de transaction et de placement	(1 248 301)	(890 665)
11 (+) Autres actifs	(35 928)	(8 028)
12 (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13 (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 119 759	573 142
14 (+) Dépôts de la clientèle	849 953	337 600
15 (+) Titres de créance émis	1 009 449	(589 924)
16 (+) Autres passifs	(166 295)	908 440
II Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	1 668 997	41 314
III FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	1 697 804	89 253
17 (+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18 (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		510
19 (-) Acquisition d'immobilisations financières		650
20 (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	6 770	36 914
21 (+) Intérêts perçus		
22 (+) Dividendes perçus	34 808	41 452
IV FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	28 038	4 398
23 (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24 (+) Emission de dettes subordonnées		
25 (+) Emission d'actions	100 029	
26 (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	5 237	
27 (-) Intérêts versés	11 013	22 149
28 (-) Dividendes versés	32 550	
V FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	51 200	(22 149)
VI VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	1 777 043	71 501
VII TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	720 748	649 247
VIII TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	2 497 791	720 748

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

Les comptes individuels de CDG Capital sont établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). En particulier, les principales méthodes d'évaluation en matière de titres, créances, dettes et immobilisations sont résumées ci-après.

PORTEFEUILLE TITRES

Les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes :

TITRES DE TRANSACTION	TITRES DE PLACEMENT	TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS
Sont logés dans cette catégorie, les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus par la banque dans le cadre de son activité de mainteneur de marché.	Cette catégorie concerne les titres détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que la banque peut être amenée à céder à tout moment	Sont inscrits dans cette catégorie à leur valeur d'acquisition, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le PCEC en titres de participation, participations dans les entreprises liées et autres titres immobilisés.
Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.	Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.	A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis (valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, actif net réévalué, discounted cash flow). Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.
À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.	À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values font l'objet d'une provision pour dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values ne peuvent être constatées en produits.	

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours: en créances à vue et à terme pour les établissements de crédit; crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, autres crédits pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.	Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.
Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.	
Les créances en souffrance et les provisions y afférentes sont évaluées et comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.	

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE	TITRES DE CREANCES EMIS
Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes à vue, comptes à terme et autres dépôts pour la clientèle.	<ul style="list-style-type: none"> Les émissions de certificats de dépôt (CD) vanilles sont comptabilisées à leur valeur nominale au taux d'intérêt contractuel. Les émissions de dettes structurées comportant un swap de performance sont évaluées et comptabilisées comme suit : <ul style="list-style-type: none"> La dette représentative du passif (contrat hôte) est comptabilisée à sa valeur nominale ; Le dérivé incorporé (swap de performance) fait l'objet d'une comptabilisation séparée (« split accounting ») en valeur de marché, et les variations de valeur à chaque arrêté comptable sont constatées en résultat (gain ou perte) en contrepartie d'un compte de régularisation.
Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.	

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	La reconnaissance en comptabilité du dérivé incorporé (swap de performance) associé à l'émission de CD structuré est de nature à : <ul style="list-style-type: none"> Traduire au mieux la réalité économique de l'émission de dette structurée (combinaison d'une émission vanille et d'un swap de performance) Éliminer le mismatch comptable entre d'une part, le passif représenté par les certificats de dépôts qui sont inscrits en comptabilité pour leur montant nominal, et d'autre part, les actifs et contrats de couverture y associés, lesquels sont évalués en valeur de marché (trading) ; 	Au 30/06/2024, la réévaluation au prix du marché du swap de performance a donné lieu à la comptabilisation à l'actif (rubrique "autres actifs") d'un dérivé de MAD 7 millions de dirhams, et s'est traduite par un impact négatif sur le résultat net de MAD 46,1 millions.
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	30/06/2024	31/12/2023
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	2 497 791	11 131	10 353	100 088	2 619 363	879 827
VALEURS RECUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS DE TRESORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS FINANCIERS		266 667	485 000		751 667	525 000
AUTRES CREANCES		915			915	591
INTERETS COURUS A RECEVOIR		1 589	1 543		3 131	8 018
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	2 497 791	280 302	496 896	100 088	3 375 076	1 413 436

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public		Secteur privé		Total 30/06/2024	Total 31/12/2023
	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	Total		
CREDITS DE TRESORERIE	263 957	10 330	163 797	628	438 713	729 992
- Comptes à vue débiteurs	407	10 330	49 955	628	61 320	351 305
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie	263 551		113 842		377 393	378 687
CREDITS A LA CONSOMMATION				2 194	2 194	1 652
CREDITS A L'EQUIPEMENT	632 000		699 323		1 331 323	1 360 883
CREDITS IMMOBILIERS				195	195	244
AUTRES CREDITS			680		680	6 581
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR	10 726	10	2 432		13 168	11 880
CREANCES EN SOUFFRANCE						
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises						
TOTAL	906 683	10 340	866 233	3 018	1 786 274	2 111 231

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/2024	Total 31/12/2023
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	5 024		44	15 667	20 735	23 493
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIETE	5 024		44	15 667	20 735	23 493
TITRES NON COTES	1 123 097	8 481 056	46 977	156 479	11 923 415	10 674 751
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES		9 404 524			9 404 524	8 391 284
OBLIGATIONS	40 099	416 002	62 837	114 524	633 462	960 043
AUTRES TITRES DE CREANCE	684 181				684 181	568 808
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIETE			1 201 249		1 201 249	754 617
TOTAL	1 128 121	8 481 056	47 021	172 146	11 944 151	10 698 244

* nets de provisions et hors ICNE

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	8 086 219	8 086 219	8 086 219			
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	7 766 270	7 766 270	7 766 270			
OBLIGATIONS	40 099	40 099	40 099			
AUTRES TITRES DE CREANCE	279 850	279 850	279 850			
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES DE PLACEMENT*	3 863 607	3 939 756	2 675 436	30 173	5 676	33 768
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	1 641 115	1 647 148	1 627 300	8 895	2 861	
OBLIGATIONS	594 939	645 734	643 036	717	1 576	33 768
AUTRES TITRES DE CREANCE	405 352	404 849	405 100	518	1 021	
TITRES DE PROPRIETE	1 222 202	1 242 025		20 043	218	

TITRES D'INVESTISSEMENT

BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES
OBLIGATIONS
AUTRES TITRES DE CREANCE
CERTIFICATS DE SUKUK

* hors ICNE

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

Actif	Total 30/06/2024	Total 31/12/2023
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	89 559	76 500
DEBITEURS DIVERS	723 534	700 772
Sommes dues par l'Etat	269 282	254 026
Débiteurs divers	221 407	180 850
Produit à recevoir	62 119	63 958
Charges constatées d'avance	1 032	
Autres comptes	169 694	201 939
TOTAL ACTIF	813 092	777 273

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

Passif	Total 30/06/2024	Total 31/12/2023
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	1 415 965	1 549 552
CREDITEURS DIVERS	155 088	187 797
Sommes dues à l'Etat	39 328	98 871
Créditeurs Divers	46 951	11 154
Dettes Fournisseurs	34 355	33 454
Produits constatés d'avance		
Comptes de Régularisation	34 454	44 317
TOTAL PASSIF	1 571 054	1 737 349

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
Participations dans les entreprises liées					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	27 437	100%	44 510	44 510
CDG CAPITAL REAL ESTATE	GESTION DE FONDS IMMOBILIERS	3 000	100%	3 520	3 520
Autres titres de participation et emplois assimilés					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION	10 000	13,0%	2 004	2 004
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DU FCGD	FINANCIER	1 000	NS	59	59
CHWITER JDID	IMMOBILIER	1 098 768	6,80%	70 274	37 274
Titres de l'activité de portefeuille					
Autres emplois assimilés	FINANCIER			11 917	11 821
TOTAL PARTICIPATIONS				282 284	249 188
EMPLOIS ASSIMILES					
TOTAL GENERAL				282 284	249 188

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis et/ou prov début de l'ex	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis sur immo sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	226 531	5 392	65	231 858	129 439	9 177	108	138 508	93 350
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	226 203	1 348		227 551	129 439	9 177	108	138 508	89 042
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	328	4 045	65	4 308					4 308
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	68 358	1 442		69 801	59 723	1 840		61 562	8 238
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	22 660	447		23 107	20 149	553		20 702	2 405
Terrain d'exploitation									
Agencement Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	22 660	447		23 107	20 149	553		20 702	2 405
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction									
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	45 698	996		46 694	39 573	1 287		40 860	5 834
Mobilier de bureau d'exploitation	6 681			6 681	5 127	202		5 329	1 352
Matériel de bureau d'exploitation	1 104			1 104	978	25		1 003	101
Matériel informatique	35 763	996		36 758	31 874	954		32 829	3 930
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 151			2 151	1 595	105		1 700	451
Autres matériels d'exploitation									
- AUTRES IMMOB CORPORELLES D'EXPLOITATION EN COURS									
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT									
Terrains hors exploitation									
Immeubles hors exploitation									
Mobilier et matériel hors exploitation									
Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
Total	294 890	6 835	65	301 659	189 162	11 017	108	200 071	101 588

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
NEANT							
TOTAL							

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2024	Total 31/12/2023
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		12 446	66 703		79 149	56 799
VALEURS DONNEES EN PENSION	4 903 869				4 903 869	5 135 053
- au jour le jour					-	1 320 236
- à terme	4 903 869				4 903 869	3 814 816
EMPRUNTS DE TRESORERIE		163 858	1 890 000		2 053 858	725 178
- au jour le jour			1 890 000		1 890 000	700 000
- à terme		163 858			163 858	25 178
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES		277			277	180
INTERETS COURUS A PAYER	1 480	61	629		2 169	2 353
TOTAL	4 905 349	176 641	1 957 331		7 039 322	5 919 562

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2024	Total 31/12/2023
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	14 206	3 473 326	205 479	30 864	3 723 875	1 640 208
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME		740 395	2 000		742 395	951 830
AUTRES COMPTES CREDITEURS	77 001	48 586	5 650	260	131 497	1 152 977
INTERETS COURUS A PAYER		9 918	25		9 943	12 742
TOTAL	91 207	4 272 225	213 154	31 124	4 607 710	3 757 757

TITRE DE CREANCE EMIS

NATURE TITRES (1)	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES			MONTANT	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICATS DE DEPOTS	26/10/2022	26/10/2029	100	3,04%	INFINE	600 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	28/07/2023	26/07/2024	100	3,56%	INFINE	1 200 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	26/03/2024	25/03/2025	100	3,35%	INFINE	500 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	26/03/2024	24/09/2024	100	3,24%	INFINE	100 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	31/05/2024	30/05/2025	100	3,36%	INFINE	500 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	31/05/2024	30/05/2026	100	3,52%	INFINE	200 000			
TOTAL						3 100 000			

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt. Emprunts obligataires. Bons de sociétés de financement. Autres titres de créance.

(2) Amortissement annuel ou infine.

DETTES SUBORDONNEES

NATURE TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES			MONTANT	Dont	
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés
EMPRUNT SUBORDONNE	09/03/2021	09/03/2031	100	3,14%	INFINE	500 000		
EMPRUNT SUBORDONNE	29/12/2022	Perpetuelle	100	5,37%	INFINE	100 000		
TOTAL						600 000		

PROVISIONS

PROVISIONS	31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres variations	30/06/2024
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	99 227	9 916	20 071		89 071
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	6 584				6 584
Titres de placement	49 550	9 549	19 655		39 443
Titres de participation et emplois assimilés	33 145	367	416		33 095
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	9 949				9 949
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	72 385	7 985	24 170		56 200
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	71 715	7 985	24 170		55 530
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	670				670
Provisions réglementées					
TOTAL	171 612	17 901	44 241		145 271

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	30/06/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	3 274 500	2 975 115
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	500 162	500 000
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	500 162	500 000
Engagements de financement en faveur de la clientèle	615 492	132 048
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	103 409	132 048
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	512 083	
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits donnés		
Autres cautions, avals et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 343 067	2 343 067
Garanties de crédits donnés		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties donnés	2 158 846	2 343 067
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	1 341 438	1 341 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	841 438	841 438
Garanties de crédits	609 438	609 438
Autres garanties reçues	232 000	232 000
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL (EN DIRHAM)

Montant du capital	1 030 000 000			
Montant du capital social souscrit et non appelé	0			
Valeur nominale des titres	100			
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus Exercice précédent	Part du capital détenue %	Pourcentage des droits de vote détenus
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	9 299 994	10 299 993	100%
MR KHALID SAFIR	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%
MR HAMID TAWFIKI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%
MME LATIFA ECHIHABI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%
MR NOUAMAN AL AISSAMI	DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURS RABAT	1	1	0%
MR MOHAMED SULAIMANI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%
MR MOHAMED EL BABSIRI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	-	1	0%
MR AHMED KHALID SEGHRUCHNI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	-	1	0%
MR MOHAMED AMINE FILALI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	-	0%
Total		9 300 000	10 300 000	100%

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	31/12/2023	Affectation du résultat	Autres variations	30/06/2024
Réserves et primes liées au capital	170 881		1 636	172 517
Réserve légale	68 881		1 636	70 517
Autres réserves	102 000			102 000
Capital	930 000		100 000	1 030 000
Capital appelé	930 000		100 000	1 030 000
Report à nouveau (+/-)	29 770	(1 468)		28 303
Résultat net de l'exercice (+/-)	32 718	(32 718)		58 481
TOTAL	1 163 370	(32 550)	100 000	1 289 301

ENGAGEMENTS SUR TITRES

	30/06/2024	31/12/2023
Engagements donnés	3 498 379	7 623 148
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	3 498 379	7 623 148
Engagements reçus	2 206 291	5 720 905
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	2 206 291	5 720 905

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	30/06/2024	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2023
Opérations de change à terme			153 667	125 874
Devises à recevoir			1 084 966	1 031 347
Dirhams à livrer			[786 608]	[598 891]
Devises à livrer			[1 916 417]	[2 203 608]
Dirhams à recevoir			1 771 726	1 897 026
Engagements sur produits dérivés			106 655	109 440
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			106 655	109 440
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	408 000		
Hypothèques	396 770		
Autres valeurs et sûretés réelles	17 539 341		
Total	18 344 111		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 376 942		
Autres titres	913 731		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
Total	6 290 673		

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	122 487			485 000	266 667	874 154
Créances sur la clientèle	155 380	3 442	33 415	133 386	1 447 483	1 773 106
Titres de créance	387 276	837 205	403 959	5 694 721	3 399 004	10 722 166
Créances subordonnées						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar placés						
Crédit-bail et assimilé						
Ijara						
TOTAL	665 143	840 647	437 374	6 313 107	5 113 154	13 369 426
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	7 037 152					7 037 152
Dettes envers la clientèle	3 855 373	716 520	25 875			4 597 768
Titres de créance émis		1 300 000	1 000 000	200 000	600 000	3 100 000
Emprunts subordonnés					600 000	600 000
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar reçus						
TOTAL	10 892 525	2 016 520	1 025 875	200 000	1 200 000	15 334 920

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE*

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
7	3 947 240

*Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels ou ceux relatifs aux clients constituant un groupe dont l'encours dépasse 10% des FPP

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

BILAN	30/06/2024
ACTIF	875 878
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	100 088
Créances sur la clientèle	
Titres de transaction et de placement et investissement	775 790
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
PASSIF	166 251
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	163 858
Dépôts de la clientèle	2 393
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
HORS BILAN	30/06/2024
Engagements donnés	1 916 417
Engagements reçus	1 084 966

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

NATURE	30/06/2024	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS	1 230 820	1 130 652	1 099 384
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	147 721	270 140	264 635
2- Résultat Avant impôts	63 783	39 339	35 950
3- Impôts sur les résultats	5 302	6 621	4 683
4- Bénéfices distribués	32 550		85 560
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	29 939	31 334	4 497
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action	6	4	3
Bénéfice distribué par action	4		9
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	37 927	81 016	73 345

MARGE D'INTERET

	30/06/2024	30/06/2023
INTERETS PERCUS	107 481	99 136
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	16 359	9 743
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	42 538	46 759
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	48 584	42 634
INTERETS SERVIS	170 252	134 050
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les EC	43 181	37 129
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	74 050	40 552
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	53 021	56 370

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

CATEGORIE DES TITRES	30/06/2024	30/06/2023
Titres de placement	138	145
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées	34 670	41 000
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
TOTAL	34 808	41 145

COMMISSIONS

	30/06/2024	30/06/2023
COMMISSIONS PERCUES	75 864	65 066
Commissions sur Fonctionnement de compte	42	47
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	56 135	48 765
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	9 849	6 901
Autres commissions sur prestations de services	9 837	9 354
COMMISSIONS SERVIES	5 283	3 658
Charges sur moyens de paiement	1 488	1 969
Commissions sur achats et ventes	137	173
Commissions sur droits de garde	3 392	1 187
Autres charges sur prestations	266	329

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

PRODUITS ET CHARGES	30/06/2024	30/06/2023
PRODUITS	434 477	301 264
Gains sur les titres de transaction	161 678	61 317
Plus value de cession sur titres de placement	17 632	4 089
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	18 994	25 658
Gains sur les produits dérivés	24 606	80 996
Gains sur les opérations de change	211 566	129 203
CHARGES	327 021	257 555
Pertes sur les titres de transaction	42 212	48 246
Moins value de cession sur titres de placement	1 677	2 818
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	9 549	23 448
Pertes sur les produits dérivés	82 159	9 299
Pertes sur opérations de change	191 423	173 744
RESULTAT	107 456	43 708

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	30/06/2024	30/06/2023
Charges de personnel	45 746	48 248
Rémunérations du personnel	37 927	39 067
Charges sociales	5 350	6 023
Autres charges	2 469	3 159
Impôts et taxes	1 425	1 416
Charges externes	38 113	31 226
Autres charges générales d'exploitation	6 250	6 457
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	11 017	11 952
TOTAL	102 551	99 300

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	30/06/2024	30/06/2023
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	99 819	37 236
Autres produits bancaires	434 478	301 264
Autres charges bancaires	334 659	264 029
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	2 200	203
Produits d'exploitation non bancaires	2 251	675
Charges d'exploitation non bancaires	51	472
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	8 352	874
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	25 247	7 594
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	(482)	
Produits non courants		
Charges non courantes	482	

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2024 AU 30 JUIN 2024

1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité banque d'affaires	147 721	47 419	63 783
- Autres activités			
TOTAL	147 721	47 419	63 783

2- VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Maroc	147 721	47 419	63 783
- Autres zones			
TOTAL	147 721	47 419	63 783

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

INTITULES	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
I - RESULTAT NET COMPTABLE	58 481	
Bénéfice net	58 481	
Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES	14 268	
1- Courantes	8 484	
- Charges sur exercices antérieurs	51	
- Pénalités		
- Charges à réintégrer dot aux provisions	7 985	
- Charges non déductible	440	
- Excedent d'amortissements voitures	8	
2- Non courantes	5 784	
- Impôts sur les sociétés	5 302	
- Contribution à la solidarité	482	
III - DEDUCTIONS FISCALES		58 978
1- Courantes		58 978
- Produits des titres de participations et placement		34 808
- Reprise de provisions		24 170
2- Non courantes		
TOTAL	72 749	58 978
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	13 771	
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)	13 771	
OU		
Déficit net fiscal (B)		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)
Exercice n-1

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

I DETERMINATION DU RESULTAT	30/06/2024
Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	64 265
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	8 484
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	58 978
Résultat courant théoriquement imposable (=)	13 771
Impôt théorique sur résultat courant (-)	5 784
Résultat courant après impôts (=)	58 481

II INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES



PASSIFS EVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2020 à 2023 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales de CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Montants	Montants
A- Origine des résultats affectés	B- Affectation des résultats
Décision de l'AGO du 24/06/2024	
Report à nouveau	RESERVES LEGALES
Résultats nets en instance d'affectation	RESERVES FACULTATIVES
Résultat net de l'exercice	Dividendes
Prélèvements sur les bénéfices	RAN
Autres prélèvements	
Réserves facultatives	
TOTAL A	TOTAL B
62 489	62 489

EFFECTIFS

	30/06/2024	31/12/2023
Effectifs rémunérés	165	159
Effectifs utilisés	165	159
Effectifs équivalent plein temps	165	159
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	165	159
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	165	159
Cadres (équivalent plein temps)	165	153
Employés (équivalent plein temps)	6	6
dont effectifs employés à l'étranger		

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION	
Date de clôture (1)	30-juin-2024
Date d'établissement des états de synthèse (2)	18-sept.-2024

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice.
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables



TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes	Montants en milliers de DH
	30/06/2024	30/06/2024
Titres dont l'établissement est dépositaire	504	109 494 461
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 609 311
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	65	51 654 056
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	436	55 231 094
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

RESEAU

RESEAU	30/06/2024	31/12/2023
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTELE

COMPTES DE LA CLIENTELE	30/06/2024	31/12/2023
		(en nombre)
Comptes courants	492	460
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques	1 993	1 990
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme	10	11
Bons de Caisse		
Autres comptes de dépôts	12	11
TOTAL	2 507	2 472

LISTE DES ETATS "NEANT" :

- A3 ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
- B7 CREANCES SUBORDONNEES
- B8 IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
- B15 SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE



Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 3^{ème} étage
La Marina - Casablanca



Rg, Avenue Hassan II
Casablanca

CDG CAPITAL S.A

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2024

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de CDG CAPITAL S.A comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 1 896 869 KMAD, dont un bénéfice net de 58 481 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG CAPITAL S.A arrêtés au 30 juin 2024, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 26 septembre 2024

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Coopers Audit Maroc S.A



Sakina Bensouda-Korachi
Associée



Abdellah Laghchaoui
Associé

Lien vers publications financières :

<https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere>